

Le cadre juridique et institutionnel est un élément important de la gestion de la dette. En particulier, une structure institutionnelle efficace doit présenter les caractéristiques suivantes :

- responsabilités institutionnelles et départementales claires qui soient définies par la loi et couvrent toutes les fonctions exécutives, techniques et de gestion ;
- dispositions complètes (notamment par le biais de règlements) sur l'apport et le flux d'informations et de données ;
- dispositions complètes (notamment par le biais de règlements) imposant la réalisation d'évaluations et d'audits par des unités de gestion de la dette ;
- mécanismes de coordination clairs au niveau politique et technique ;
- circulaires de législation et de mise en œuvre définissant les paramètres de la souscription, des garanties et du service de la dette.

Bien que l'expérience de nombreux pays révèle qu'il n'existe pas de cadre supérieur, DFI a réuni des informations sur les meilleures pratiques concernant le [cadre juridique](#) , le [régime institutionnel](#) et les [structures de coordination](#)

Pour aider les pays à évaluer la qualité de leurs structures juridiques et institutionnelles, DFI a mis au point une [méthodologie d'évaluation](#) , en collaboration avec ses partenaires régionaux. Dans le cadre du Programme de renforcement des capacités des PPTE, DFI a acquis une vaste expérience de l'apport d'assistance aux pays pour qu'ils renforcent leurs capacités juridiques et institutionnelles, comme indiqué dans les articles Le [PRC affiche une amélioration de la gestion de la dette des PPTE depuis 2002](#) et [Évaluation des capacités des PPTE : comparaison PRC-IDA](#)

La Banque mondiale a récemment mis au point un [Outil d'évaluation des performances en gestion de la dette](#) (EPGD ou DeMPA en anglais).

Derniers travaux accomplis par DFI dans ce domaine:

[10-20 novembre 2012 – Mission DeMPA au Kosovo](#)



La capitale kosovar Pristina a reçu une mission conjointe Banque mondiale/DRI ayant pour objectif d'évaluer la gestion de la dette du pays en se basant sur la méthodologie DeMPA élaboré part les IBW. Par ailleurs, des réunions ont eu lieu avec toutes les institutions impliquées dans le domaine de la gestion de la dette. Un projet de rapport a été préparé et sera soumis aux autorités dans les prochaines semaines.

[9-18 avril 2012 - Mission DeMPA au Niger](#)



Une mission conjointe Banque mondiale/DRI s'est rendue a Niamey afin d'évaluer la gestion de la dette du pays en se basant sur la méthodologie DeMPA élaborée par les IBW. La mission a tenu des réunions avec toutes les institutions impliquées dans la gestion de la dette. Un rapport préliminaire est actuellement sujet à commentaires et sera soumis aux autorités nigériennes sous peu.

9-17 avril 2012 – Mission DeMPA au Burundi



DFI a pris part à la mission DeMPA conduite par la Banque mondiale au Burundi du 9 au 17 avril. Au-delà de l'évaluation de la gestion de la dette qui a été réalisée, et des entretiens que la mission a eus avec les institutions et personnes clefs du cycle d'emprunt au Burundi, l'équipe a dispensé des formations sur les risques opérationnels, le calcul de l'élément don, l'interprétation des résultats d'une AVD du Burundi. Les conclusions préliminaires de la mission ont été partagées avec les entités cibles et les autorités du Ministère des Finances et de la planification du développement économique.

28 janvier - 7 février 2012 - Mission DeMPA au Soudan



Une mission conjointe Development Finance International, CNUCED et Banque mondiale s'est rendue à Khartoum en février pour conduire une mission d'évaluation de la performance en matière de gestion de la dette (DeMPA). La mission s'est entretenue avec plusieurs officiels des différentes agences chargées de la gestion de la dette et a également examiné les modalités de fonctionnement de certaines fonctions afin de déterminer si elles sont conformes aux normes internationales. Comme le requiert la méthodologie, chaque dimension des indicateurs a été notée et un avant-projet de rapport a été préparé pendant la mission, et est actuellement soumis à un comité de lecture.

Juillet - septembre 2011 – Dernières missions sur l'aide et l'audit en Guinée



Deux experts DFI ont conduit leurs dernières missions en Guinée dans le cadre du programme national de renforcement des capacités en gestion de la dette, audit et contrôle. Après avoir lancé un programme de formation destiné à des cadres du Ministère des finances et des experts en investissement public, les consultants finalisent à présent un manuel national de procédures pour la gestion et le contrôle des projets d'investissement public.

[25 juillet - 5 août 2011 - DFI en mission au Sud-Soudan](#)



Financée par le Fonds conjoint de donateurs pour le renforcement des capacités au Sud-Soudan, une mission DFI s'est rendue à Juba pour assister le Gouvernement de la toute nouvelle République du Sud-Soudan à étudier les options politiques pour le financement du développement post-indépendance – plus particulièrement l'emprunt en termes concessionnels – et les mesures institutionnelles et de renforcement des capacités requises pour établir une unité de gestion de la dette en coordination avec les mesures politiques au sens large. Pour plus d'info cliquer [ici](#).

[Juin - Août 2011 - Missions institutionnelles en Zone Franc](#)

